

ÉCONOMIE

Les écoles de la deuxième chance, une arme efficace pour favoriser l'insertion des jeunes déclassés

Depuis plus de vingt ans, ces écoles accompagnent des jeunes en échec scolaire et social pour favoriser leur insertion dans le monde professionnel.

WILLIAM PLUMMER

EMPLOI Elles pourraient jouer un rôle capital à la rentrée et permettre d'éviter que des milliers de jeunes et de mineurs ne soient laissés sur le carreau... sans solution. Depuis 1997, année de leur création, les écoles de la deuxième chance (E2C) œuvrent pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes en échec scolaire, les fameux « Neet », soit les 16-25 ans qui ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation. D'après le service statistique du ministère du Travail, la Dares, quelque 963 000 jeunes étaient dans une telle situation en 2018.

Et avec la crise liée à l'épidémie de coronavirus, la probabilité que ce chiffre augmente est forte. « Tout porte à croire que la jeunesse va être un public très fortement touché par la crise. De fait, tous les dispositifs qui destinés aux jeunes ont un rôle à jouer. On invite donc les acteurs publics à s'appuyer sur nous pour faire face à un besoin qui sera, on l'imagine, important dès le mois de septembre », lance le directeur général du réseau E2C, Cyrille Cohas-Bogey.

Depuis la création de ce dispositif basé sur le livre blanc « Enseigner et apprendre. Vers la société cognitive », présenté en 1995 par Édith Cresson, alors commissaire européenne à l'Éducation, ce sont près de 100 000 jeunes - de 20 ans en moyenne - qui ont été suivis dans l'une des 133 écoles présentes partout sur le territoire. Un dispositif qui prend de l'ampleur chaque année puisque les E2C ont accueilli 15 631 stagiaires l'année dernière.

Concrètement, l'encadrement repose sur un triptyque formation, alternance et accompagnement pendant une durée moyenne de six mois. Le premier volet permet aux jeunes de développer des acquis et des compétences via l'enseignement des savoirs de base (français, mathématiques, informatique, etc.) et de culture générale. Le deuxième permet d'acquérir de l'expérience dans le monde professionnel par le biais de stages. Et le troisième vise à suivre individuellement le jeune dans ses démarches périphériques (santé, transport, hébergement).

63 % de sorties positives

« Le public que l'on encadre est généralement dans une situation de rupture forte, et ce à tous les niveaux : scolaire, sociale et parfois même familiale. L'idée est de leur trouver une voie d'insertion sociale, citoyenne et professionnelle », précise Cyrille Cohas-Bogey. Les E2C ciblent en effet des profils très éloignés de l'emploi : 84 % des jeunes suivis en 2019 n'avaient aucune expérience professionnelle et 80 % étaient de niveau Infra 3 (sans diplôme).

Par ailleurs, 30 % étaient issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), 6 % étaient des demandeurs d'emploi de plus d'un an et 5 % bénéficiaient de la Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH). Et ça marche. Les résultats des E2C sont éloquentes : 63 % des stagiaires formés en 2019 ont trouvé un emploi ou une formation à l'issue de l'accompagnement individualisé.

Fait nouveau, les écoles de la deuxième chance voient arriver à leurs portes des stagiaires de plus en plus jeunes. La part des mineurs suivis est ainsi passée de 6 % à 19 % en cinq ans. Mais, là encore, les résultats de ce dispositif financé en grande partie par les régions, l'État et des fonds européens sont plutôt bons puisque 53 % d'entre eux ont été accompagnés vers une sortie positive.

Pendant le confinement, les E2C ont pu maintenir à 90 % l'encadrement des jeunes. « Cette période a été un accélérateur de notre réflexion stratégique. Cela nous a permis de proposer une pédagogie qui vise à encore plus favoriser l'autonomie des stagiaires, notamment par le biais d'outils en ligne, afin d'atteindre les publics les plus éloignés de l'emploi », explique Cyrille Cohas-Bogey.